



**ARRETE 07-2026**  
**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**  
**ET REGULATION DE CIRCULATION ET INTERDICTION DE STATIONNEMENT**

**LE MAIRE DE BRUGUIERES**

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2542-2, L2212-1 et suivants ;  
VU le Code de la route ;  
VU le Code pénal, notamment l'article R 610-5 ;  
VU les arrêtés interministériels relatifs à la signalisation routière ;  
VU la demande formulée par la société « CAUSSAT ESPACES VERTS », représentée par \_\_\_\_\_, relative à des travaux d'espaces verts, route de Castelginest à Bruguieres (31150), du 20 janvier au 06 février 2026 inclus ;

CONSIDERANT que, dans le but d'organiser ces travaux, il y a lieu d'autoriser la société « CAUSSAT ESPACES VERTS », à occuper le domaine public ;

CONSIDERANT que, pour assurer le bon ordre, la sureté et la sécurité publique, il y a lieu de réguler la circulation et d'interdire le stationnement des véhicules en raison de l'évènement précité ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Une autorisation d'occupation du domaine public est accordée à la société « CAUSSAT ESPACES VERTS », du 20 janvier au 06 février 2026 inclus, route de Castelginest à Bruguieres (31150), pour permettre des travaux d'espaces verts.

**ARTICLE 2 :** La circulation est régulée manuellement, route de Castelginest à Bruguieres (31150), du 20 janvier au 06 février 2026 inclus.

**ARTICLE 3 :** Le stationnement est interdit, route de Castelginest à Bruguieres (31150), du 20 janvier au 06 février 2026 inclus.

**ARTICLE 4 :** Tout manquement au présent arrêté sera constaté par procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur. Les véhicules contrevenants pourront être mis en fourrière conformément aux dispositions du Code de la route.

**ARTICLE 5 :** Les dispositions sont portées à la connaissance des usagers par l'implantation de panneaux de signalisation réglementaires, à la charge du demandeur, et mis en place 48 heures à l'avance, pour les panneaux d'interdiction de stationner.

**ARTICLE 6 :** Le maintien des accès pour les riverains, services publics, services de police et de secours est assuré par tout moyen et à toute heure.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans les deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté est affiché sur les lieux et en mairie.

**ARTICLE 9 :** Ampliation du présent arrêté faite à Monsieur



Fait à Bruguieres,  
le 19 janvier 2026

Le maire,  
Arnaud SIGU

